

# Loi fédérale sur les Offices centraux de police criminelle de la Confédération (LOC<sup>1</sup>)

du 7 octobre 1994 (Etat le 5 décembre 2008)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 64<sup>bis</sup> et 85, ch. 7, de la constitution<sup>2,3</sup>  
vu le message du Conseil fédéral du 12 janvier 1994<sup>4</sup>,  
*arrête:*

## Section 1 Dispositions générales

### Art. 1 Principe

<sup>1</sup> La Confédération dirige des offices centraux de lutte contre le crime international organisé.

<sup>2</sup> Les offices centraux travaillent en collaboration avec les autorités de poursuite pénale et les services de police des cantons et de l'étranger.

### Art. 2 Tâches

Au sens de la présente loi, les offices centraux:

- a. traitent les informations qui relèvent de leur domaine de compétences, qu'elles émanent de Suisse ou d'un pays étranger;
- b. coordonnent les investigations menées aux échelons intercantonal ou international;
- c. établissent des rapports de situation et dressent un bilan de la menace à l'intention du Département fédéral de justice et police (département) et des autorités de poursuite pénale;

RO 1995 875

<sup>1</sup> Abréviation introduite par le ch. I de la LF du 18 juin 1999, en vigueur depuis le 15 juin 2000 (RO 2000 1367 1368; FF 1997 IV 1149).

<sup>2</sup> [RS 1 3]. Aux dispositions mentionnées correspondent actuellement les art. 123 et 173 al. 1 let. b de la constitution du 18 avril 1999 (RS 101).

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 2 de la LF du 22 déc. 1999 (Nouvelles compétences de procédure en faveur de la Confédération dans les domaines du crime organisé et de la criminalité économique), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2002 (RO 2001 3071 3076; FF 1998 1253).

<sup>4</sup> FF 1994 I 1125

- d. garantissent l'échange national et international des informations de police criminelle et traitent des demandes d'entraide judiciaire émanant de pays étrangers;
- e. détachent des agents de liaison à l'étranger;
- f. mènent des enquêtes de police judiciaire dans les domaines de compétence de la Confédération.

### **Art. 3** Recherche d'informations

Les offices centraux se procurent les informations nécessaires à l'exécution des tâches définies par la présente loi comme suit:

- a. ils exploitent les sources accessibles au public;
- b. ils demandent des renseignements;
- c. ils consultent les documents officiels;
- d. ils enregistrent et exploitent des communications;
- e. ils enquêtent sur l'identité ou le lieu de séjour de personnes;
- f. ils exploitent des informations obtenues par observation.

### **Art. 4** Collaboration avec les autorités et les offices

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral règle par voie d'ordonnance les modalités et l'ampleur des renseignements que les autorités et les offices mentionnés ci-après sont tenus de fournir, dans chaque cas, à chaque office central:

- a. les autorités de poursuite pénale, services de police, organes des garde-frontière et des douanes;
- b. les autorités de police des étrangers et autres autorités compétentes en matière d'entrée et de séjour des étrangers ainsi qu'en matière d'octroi de l'asile et d'admission provisoire;
- c. les contrôles des habitants et autres registres publics;
- d. les autorités compétentes en matière de relations diplomatiques et consulaires;
- e. les autres autorités compétentes en matière d'autorisation pour la circulation de certains biens.

<sup>2</sup> L'autorité supérieure hiérarchiquement arbitre les différends au sein de l'administration fédérale; la cour des plaintes du Tribunal pénal fédéral arbitre les différends entre autorités de la Confédération et autorités des cantons.<sup>5</sup>

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 16 de l'annexe à la LF du 4 oct. 2002 sur le Tribunal pénal fédéral, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RS 173.71).

**Art. 5** Agents de liaison

<sup>1</sup> Les agents de liaison détachés auprès de certaines représentations suisses à l'étranger ou d'organisations internationales apportent leur soutien aux autorités chargées de la poursuite pénale des infractions qui sont de la compétence des offices centraux. Ils collaborent directement, en tant que membres de l'office central et dans les limites des dispositions suivantes, avec les autorités compétentes de l'Etat de résidence et de certains Etats tiers.

<sup>2</sup> Les agents de liaison peuvent aussi être engagés dans des investigations et des enquêtes concernant des crimes et des délits pour lesquels la Suisse peut accorder l'entraide judiciaire.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral définit la mission des agents de liaison d'entente avec l'Etat de résidence.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral est habilité à convenir avec les autorités étrangères compétentes de l'établissement d'agents de liaison étrangers en Suisse.

**Art. 6** Création des offices centraux

<sup>1</sup> Les offices centraux créés sur la base d'un traité international ou d'une autre loi fédérale sont régis par analogie aux titres premier et quatrième de la présente loi.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut régler par voie d'ordonnance les modalités d'application de la loi.

**Section 2 Office central de lutte contre le crime organisé****Art. 7** Tâches

<sup>1</sup> L'Office central de lutte contre le crime organisé est notamment chargé de démasquer les organisations criminelles telles qu'elles sont définies à l'art. 260<sup>ter</sup> du code pénal<sup>6</sup> et de lutter contre les infractions commises par ces organisations.

<sup>2</sup> Il a également pour tâche de découvrir et de combattre les infractions économiques sur lesquelles le procureur général peut enquêter en vertu de l'art. 340<sup>bis</sup> 7 du code pénal.<sup>8</sup>

<sup>3</sup> Dans le cadre de l'exécution de demandes d'entraide judiciaire impliquant la recherche de preuves, il peut être chargé de l'administration des preuves, conformément à la loi fédérale du 15 juin 1934 sur la procédure pénale<sup>9,10</sup>

<sup>6</sup> RS 311.0

<sup>7</sup> Actuellement «art. 337»

<sup>8</sup> Introduit par le ch. II 2 de la LF du 22 déc. 1999 (Nouvelles compétences de procédure en faveur de la Confédération dans les domaines du crime organisé et de la criminalité économique), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2002 (RO 2001 3071 3076; FF 1998 1253).

<sup>9</sup> RS 312.0

<sup>10</sup> Introduit par le ch. II 2 de la LF du 22 déc. 1999 (Nouvelles compétences de procédure en faveur de la Confédération dans les domaines du crime organisé et de la criminalité économique), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2002 (RO 2001 3071 3076; FF 1998 1253).

**Art. 8** Obligation d'informer

<sup>1</sup> Les autorités de poursuite pénale de la Confédération et des cantons communiquent à l'office central les informations permettant d'induire l'existence d'une organisation au sens de l'art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, al. 1, du code pénal<sup>11</sup> ou la commission d'une des infractions visées à l'art. 340<sup>bis</sup> du code pénal, pour lesquelles le procureur général de la Confédération peut ouvrir une enquête. Elles annoncent en particulier les soupçons précis, ainsi que l'ouverture et le classement d'enquêtes relatives à des affaires qui impliquent des organisations criminelles ou à l'une des infractions visées à l'art. 340<sup>bis</sup> du code pénal, pour lesquelles le procureur général de la Confédération peut ouvrir une enquête.<sup>12</sup>

<sup>2</sup> L'office central informe les autorités de poursuite pénale de la Confédération et des cantons de tous les faits relatifs aux enquêtes annoncées.

### Section 3: Office central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants

**Art. 9** Tâches

<sup>1</sup> L'Office central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants soutient les autorités de la Confédération, des cantons et des autres Etats dans la prévention et la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants.

<sup>2</sup> Il peut être chargé dans le cadre de l'exécution de demandes d'entraide judiciaire avec recherche de preuves conformément aux dispositions de la loi fédérale du 15 juin 1934 sur la procédure pénale<sup>13</sup>.

<sup>3</sup> ...<sup>14</sup>

**Art. 10** Obligation d'informer

Les cantons doivent signaler à temps à l'office central toute poursuite pénale engagée pour réprimer une infraction à la loi du 3 octobre 1951<sup>15</sup> sur les stupéfiants.

<sup>11</sup> RS 311.0

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 2 de la LF du 22 déc. 1999 (Nouvelles compétences de procédure en faveur de la Confédération dans les domaines du crime organisé et de la criminalité économique), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2002 (RO 2001 3071 3076; FF 1998 1253).

<sup>13</sup> RS 312.0

<sup>14</sup> Abrogé par le ch. II 2 de la LF du 22 déc. 1999 (Nouvelles compétences de procédure en faveur de la Confédération dans les domaines du crime organisé et de la criminalité économique) (RO 2001 3071; FF 1998 1253).

<sup>15</sup> RS 812.121

## Section 4 Traitement de données personnelles

### Art. 11 et 12<sup>16</sup>

#### Art. 13 Communication de données personnelles

<sup>1</sup> En vertu de l'obligation de collaborer, l'office central porte à la connaissance des autorités des données personnelles. Le Conseil fédéral règle par voie d'ordonnance à quels autres destinataires en Suisse l'office central peut transmettre, de cas en cas, des données personnelles relatives à une procédure.

<sup>2</sup> L'office central peut communiquer des données personnelles aux autorités étrangères de poursuite pénale lorsqu'une loi ou un traité international le prévoit ou:

- a. que l'information est nécessaire pour prévenir ou pour élucider une infraction dans le domaine de compétence de l'office central;
- b. qu'une demande suisse de renseignements doit être motivée;
- c. que la communication est dans l'intérêt de la personne concernée et que celle-ci y a consenti ou que les circonstances permettent de présumer son accord.

### Art. 14<sup>17</sup>

## Section 5 Dispositions finales

#### Art. 15 Dispositions d'exécution

Le Conseil fédéral règle par voie d'ordonnance:

- a. les modalités de traitement des données par les offices centraux ainsi que la coordination des systèmes;
- b. le droit d'accès dont bénéficient les services fédéraux et cantonaux, et les limites de cet accès;
- c. la durée de l'archivage des données, le contrôle et les modalités de la protection des données.

<sup>16</sup> Abrogés par le ch. 8 de l'annexe 1 à la LF du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération, avec effet au 5 déc. 2008 (RS 361).

<sup>17</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe 1 à la LF du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération, avec effet au 5 déc. 2008 (RS 361).

**Art. 16** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 15 mars 1995<sup>18</sup>

<sup>18</sup> ACF du 22 fév. 1995 (RO **1995** 880)